

Le MRP vous parle!

Nouvelle série N° 17

Mai 1985

ISSN 0753 - 8707

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. — 21, rue Saint-Augustin PARIS 2e — Téléphone : 296-02-20

Prix : 5 F.

DE LA CINQUIÈME À LA QUATRIÈME ?

André-François MERCIER
député honoraire

De 1945 à 1958, les députés M.R.P. ont connu la cohabitation et ils ont été élus à la proportionnelle. Les survivants de cette époque peuvent donc s'étonner de l'actuel tintamarre. En regardant de plus près, nous découvrons derrière ces deux mots — cohabitation et proportionnelle — toute la différence qui existe entre un régime d'Assemblée tel que nous l'avons connu sous la Quatrième République et un régime à exécutif fort tel qu'il

existe depuis 1958.

Le M.R.P., dont la vocation était de faire passer en politique un souffle chrétien où dominait l'esprit de tolérance et de conciliation, se trouvait naturellement dans son rôle en 1946, lorsqu'après le départ du Général l'inévitable tête à tête avec les marxistes — majoritaires à l'Assemblée — se posa brutalement. Nous vivions aussi dans le souvenir des affreux affrontements de 1936-1939, où le petit P.D.P. de l'époque avait bien du mal à faire entendre sa voix entre les deux blocs.

La politique de cohabitation, qui jusqu'en 1958 fut appliquée par le M.R.P., si elle satisfaisait doctrinalement les élus, était souvent mal tolérée par les électeurs et notre déclin à chaque consultation n'a pas d'autre explication. Nous étions victimes de la surenchère des socialistes qui, pour se garder à gauche, ne nous faisaient aucune concession. Cela entraîna une cascade de crises ministérielles qui discrédita la 4ème République.

Les socialistes, peu satisfaits de cette expérience de troisième Force, soutinrent volontiers François MITTERRAND lorsqu'il forma en 1981 une majorité différente avec les communistes.

Retrouverons-nous après 1986, grâce au retour à la proportionnelle, une majorité centriste-socialiste ?

C'est peu probable pour diverses raisons.

Nous évoluons depuis 1958 dans un régime où le fait majoritaire assure la stabilité du pouvoir. Aucun homme poli-

tique ne conteste cette situation — surtout pas ceux qui en profitent — et l'opinion ne supporterait plus, ni le régime des partis ni l'instabilité.

Malgré les délais nécessaires pour attendre les changements de majorité, il est préférable de laisser se dérouler une expérience même néfaste plutôt que d'assister aux soubresauts d'un régime d'Assemblée.

L'action politique est désormais conduite par le chef de l'Etat, dont le rôle est moins celui d'un arbitre que celui du chef de la majorité élue à l'Assemblée. En cas d'échec de leur politique, la sanction intervient aux élections suivantes avec l'alternance.

On ne peut éviter d'évoquer ce qui risque d'intervenir en 1986 si le Président de gauche «hérite» à l'Assemblée d'une majorité d'opposition. De même que dans les jours qui ont suivi l'élection de François MITTERRAND, l'Assemblée a été dissoute avant la fin de son mandat, de même par l'arrivée d'une Assemblée politiquement différente, il est hors de doute que le Président en place ne peut se maintenir et doit remettre en cause son poste, puisque le pays a condamné sa politique. Pour la dignité de la fonction qu'il occupe, il doit tirer les conclusions du verdict populaire. Il est toutefois évident qu'il ne peut à l'avance dire qu'il partira en cas de défaite et il est excessif d'en parler trop dans les rangs de l'opposition : mieux vaudrait attendre les résultats de 1986.

SOMMAIRE

- Page 1 : De la cinquième à la quatrième ?
- Page 2 : 1985, dernière année de socialisme en France ?
- Page 3 : Compte rendu de l'Assemblée générale de l'amicale du MRP
- Page 4 : A propos de la lettre de Louis Bour à Monsieur Noël Copin
- Page 5 : Charles Barangé
- Page 6 : Palestine halte au mensonge !
- Page 8 : Voyages
- Page 9 : Paris ! où en es-tu ?
- Page 10 : Le regard lucide d'un savant
- Page 11 : Une victoire de la sauvegarde de Paris
- Page 12 : 10ème anniversaire. Allons-nous nous réveiller

(suite à la page 2)

1985 DERNIÈRE ANNÉE DE SOCIALISME EN FRANCE ?

Jean PILOT
ancien membre du Bureau
de la fédération de la Seine du M.R.P.

Au début de l'année on pouvait se dire: ou bien 1985 sera la dernière année où la France vivra à l'heure socialiste, ou bien l'actuelle majorité sera reconduite aux prochaines élections législatives, ce qui permettra au Président de la République de poursuivre la mise en oeuvre de sa politique.

Les sondages et surtout les résultats des élections cantonales laissent à penser que la première hypothèse a de fortes chances de se réaliser, mais...

Mais... la loi électorale va être bouleversée par l'instauration du scrutin proportionnel départemental à un tour à

DE LA CINQUIÈME A LA QUATRIÈME ?

(suite de la page 1)

Enfin, faire cohabiter Centristes et Socialistes relèverait plus de l'opportunité que de la doctrine. Les Démocrates Chrétiens défendent la dignité de l'homme par des moyens qui ne comprennent pas l'étatisme, la bureaucratie ou l'assistance. Pour nous, l'initiative, la responsabilité, l'esprit d'entreprise créent seuls les conditions de l'épanouissement et du progrès économique. Il ne peut y avoir rapprochement sur des thèses aussi opposées : cela empêche toute convergence dans l'action.

Un mot du mode de scrutin.

Sous toutes les républiques, à l'approche des élections, les élus se sont préoccupés de faire adopter le meilleur moyen d'être réélus. C'est humain.

Notre seule réflexion sera pour souligner le désarroi du pouvoir socialiste actuel. S'il est obligé d'en venir à la proportionnelle, c'est pour éviter le désastre.

Les diverses politiques conduites depuis 1981 qui, sur de nombreux plans, se sont soldées par des échecs, seront sanctionnées par un corps électoral lucide qui, berné une fois, ne voudra pas l'être une seconde fois.

la plus forte moyenne. C'est ce que le Président de la République appelle «instiller la proportionnelle» (Petit Larousse: instiller : verser goutte à goutte). Comme personne ne soupçonnera Monsieur Mitterrand de ne pas connaître le vocabulaire, on en conclura qu'il fait le contraire de ce qu'il dit, ce qui n'est pas la première fois.

S'agit-il d'élaborer un système électoral plus équitable, comme on voudrait nous le faire croire? Certes le scrutin proportionnel est plus équitable, personne ne peut le nier, mais personne ne pensera non plus que le Président de la République ne poursuit pas un autre objectif: celui d'essayer d'empêcher l'actuelle opposition de détenir la majorité absolue des sièges dans la nouvelle assemblée, en permettant à des groupuscules divers, voire dociles à l'Elysée, de décrocher quelques sièges: des commentateurs de radio ou de télévision, soit imprudents, soit soucieux de leur avenir, ne l'ont pas caché. Tant pis si, par dessus le marché, le Front National entre au Palais Bourbon: cela permettra au parti socialiste de suspecter l'opposition de connivence avec Le Pen et d'essayer de faire oublier sa monstrueuse alliance avec les communistes.

Dans le cas où la stratégie du pouvoir réussirait, une période de grande incertitude s'ouvrirait, pouvant déboucher sur une crise de régime.

Pour combattre cette menace, on ne peut donc qu'approuver l'accord conclu le 10 avril entre l'U.D.F. et le R.P.R., pour «gouverner ensemble et seulement ensemble». Ainsi un choix clair et sans équivoque est-il proposé aux Français, de nature à leur inspirer confiance. Si l'U.D.F. et le R.P.R. obtiennent ainsi la majorité, une politique nouvelle pourra être appliquée.

L'opposition aura-t-elle la sagesse de renforcer son union? Saura-t-elle prouver sa crédibilité par un programme attractif? Quelques propositions de gouvernement ont déjà été esquissées. Elles doivent être développées et précisées, sans

sacrifier à la démagogie, car le relèvement du pays après 5 ans de socialisme sera long, pénible et coûteux.

L'opposition saura-t-elle aussi déjouer les pièges qui lui seront tendus? Il faut qu'elle s'y prépare. Le Président de la République sait se battre et veut se battre lorsqu'il est apparemment en mauvaise posture. Toute sa carrière politique a été marquée par des rebondissements inattendus. Dès lors ne médite-t-il pas quelques «coups» (dramatisation de certains événements, opérations de diversion politique, initiative européenne, référendum bien choisi) en vue de rechercher une nouvelle légitimité, embrouiller les cartes, jeter le trouble dans les esprits, galvaniser le «peuple de gauche» et rameuter les déçus du socialisme?

D'autre part il y a l'effet Fabius. Parce qu'il semble décontracté, sérieux, à l'aspect «bon chic bon genre», donne l'impression d'amabilité et de modernité — ce qui tranche évidemment avec son prédécesseur — Laurent Fabius voltige dans les sondages. C'est un danger, car le parti socialiste peut se servir de cette popularité, si elle se maintient. L'opposition devra donc rappeler que Laurent Fabius a été le ministre du budget des gouvernements Mauroy, qui ont démolit l'économie française, accru les charges fiscales et sociales, emprunté largement à l'étranger, dévalué le franc 3 fois, etc...

L'opposition devra enfin lutter contre une propagande présidentielle et gouvernementale, qui se déchainera à la radio et à la télévision, pour dénoncer les catastrophes qui accompagneraient son retour au pouvoir.

Sa tâche sera donc rude, mais l'enjeu est vital. Concluons que le succès peut être acquis si son union est totale et son programme suffisamment clair et courageux.

Le mot d'ordre doit être: unis pour convaincre, afin de vaincre.

COMPTE RENDU

DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'AMICALE DU MRP

Jeanne AMBROSINI

Secrétaire Générale adjointe de l'amicale du MRP

L'assemblée générale de l'amicale du M.R.P. s'est tenue le 25 avril à 16 heures dans la salle d'encouragement à l'industrie nationale, place St. Germain des Prés à Paris 6e, sous la présidence de Jean LETOURNEAU.

Celui-ci commence par un bref bilan des activités de l'année, en rappelant au passage que c'est dans cette salle même que s'est constitué le M.R.P. en novembre 1944. Anticipant sur la liste des morts de l'année, qui sera lue ensuite à la messe à St. Sulpice, il en détache deux noms : François de Menthon et Charles Barangé, à l'action desquels il rend hommage.

Jean COVILLE fait part des excuses de plusieurs de nos amis.

Il présente ensuite le rapport moral, en rappelant le succès du repas du 19 janvier pour l'anniversaire de la fondation du M.R.P.

a) adhérents : l'amicale se porte assez bien. Le nombre des adhérents est actuellement de 750; il s'accroît à la parution de chaque numéro du bulletin, le «M.R.P. vous parle».

b) cotisations : elles rentrent de façon assez satisfaisante, mais le rythme de ces rentrées doit être maintenu car, si la situation financière est saine, l'Amicale doit disposer de fonds importants dans les mois à venir.

c) travaux : de grosses réparations sont nécessaires dans l'immeuble dont l'Amicale est co-proprétaire, 21 rue St. Augustin à Paris. Certains de ces travaux ont déjà été accomplis, d'autres sont programmés.

Coville rappelle que les deux appartements dont l'Amicale est propriétaire ont été acquis par l'ancienne fédération de la Seine du M.R.P. en 1957. L'immeuble lui-même est très ancien : il date de 1820. Il est donc presque aussi ancien que celui où se tient l'assemblée générale, qui date de 1802. En effet la société d'encouragement à l'industrie nationale a été fondée cette année là par Bonaparte premier Consul.

d) bulletin bimestriel : sa qualité est toujours très appréciée et les éloges l'emportent nettement sur les quelques critiques qui sont parfois exprimées. Il continuera donc à traiter de certains problèmes d'actualité, conformément à la doctrine du M.R.P. Son tirage est de 2500 exemplaires.

e) sections régionales : elles doivent être organisées partout où nous trouverons des animateurs pour s'en occuper. Mais elles ne devront pas se replier sur elles-mêmes et au contraire faire part de leur activité, pour être communiquée dans le bulletin.

f) proposition Bichet : il tient gracieusement à la disposition de l'Amicale environ 75 de ses ouvrages, qui pourraient être vendus au profit de l'Amicale. Cette proposition est acceptée et le président demande à Jean Coville d'exprimer à Robert Bichet les remerciements de l'Amicale.

g) élection d'un tiers des membres du Comité directeur dont, statutairement, le mandat était arrivé à expiration. Les membres sortants sont réélus et François Pezet est en outre élu pour remplacer Jacques Garancher décédé.

Le rapport moral est adopté à l'unanimité.

Henriette BOSSELUT présente le rapport financier. Le solde créditeur actuel est de 80.000 francs. Mais il sera fortement diminué à la suite des travaux dont a parlé Jean Coville. En sens inverse, certaines sommes seront à récupérer du fisc pour T.V.A. indument perçue.

Le rapport financier est adopté à l'unanimité.

Après une brève discussion sur les activités de l'Amicale, Jean Cayeux propose au nom de «l'association du Souvenir» sa fusion avec l'Amicale. Cette proposition est adoptée.

Le Président conclut la séance en adressant ses remerciements, au nom de tous, à notre Secrétaire Général et à

notre Trésorière pour le travail sérieux et efficace qu'ils accomplissent.

L'Assemblée a été suivie de la messe traditionnelle dans la crypte de l'église St. Sulpice, à la mémoire de nos amis décédés pendant l'année. Cette messe a été dite par Mr. de Larminat, curé de St. Sulpice et l'homélie a été prononcée par notre ami le pasteur Emmanuel La Gravière, membre de notre amicale. Nous vous en donnerons connaissance dans notre prochain numéro.

Enfin la non moins traditionnelle réception nous a réunis autour du Président Alain Poher dans les salons de la Présidence du Sénat.

Plusieurs centaines d'adhérents étaient présents.

ELECTIONS CANTONALES

Beaucoup de commentaires ont été faits sur les élections cantonales, qui ont été marquées par un sévère échec de la gauche.

Il nous semble utile de souligner dans ce bulletin l'ampleur du succès obtenu par le C.D.S., qui avait 121 sortants et obtient 171 élus, soit un gain de 50 cantons et une progression de 40%.

Beaucoup de ces élus sont membres de notre amicale. Nous n'avons malheureusement pas la place de les citer, mais à tous ces élus, qui défendent les idées qui sont nôtres, nous adressons nos chaleureux compliments.

ROBERT BICHET

«La démocratie chrétienne en France: Le Mouvement Républicain Populaire».

Robert BICHET nous signale qu'il lui reste plusieurs dizaines d'exemplaires de son livre et qu'il est tout disposé à les déposer au siège de l'amicale, pour être cédés, au bénéfice de celle-ci, à ceux qui seraient intéressés.

Nous les invitons à se faire connaître. Le livre de Robert BICHET est un document remarquable sur l'histoire du M.R.P.

AMIS DÉCÉDÉS

Charles BARANGE (Angers)

Mme DUCROT (Paris 15e)

Roger DUVEAU (Paris)

René JULLIEN (Paris 17e)

Marcel LESPOUS (Paris 16e)

Mme Maria MARIT (Malakoff)

Xavier MORDRET (Sillé le Guillaume)

Mme Marie-Lucie ROUSSEAU

(Asnières)

André VILLATEL (Paris 14e)

Mme VUILLAUME (Dun sur Meuse)

A PROPOS DE LA LETTRE DE LOUIS BOUR A MONSIEUR NOEL COPIN publiée dans le «MRP vous parle» N° 16 de février 1985

Dans le «MRP vous parle» no 16, nous avons publié une lettre de notre ami Louis BOUR à Mr Noël COPIN, rédacteur en chef du journal «LA CROIX».

Dans cette lettre Louis BOUR écrivait notamment «que le maintien du M.R.P. au gouvernement en janvier 1946, après le départ du général de GAULLE, abusivement représenté comme un reniement du général de GAULLE, avait préservé la France, la République et l'héritage de la Résistance. En cela le M.R.P., parti de la fidélité – à un idéal – et non comme on aurait voulu le faire croire, à un homme si grand fut-il, avait bien mérité de la Nation.»

Louis BOUR ajoutait: «C'est peut-être là une vérité dure à entendre: je ne l'ai jamais vue écrite, ni même entendu dire.»

Ces propos ont été commentés par notre ami Louis TERRENOIRE, gendre de Francisque GAY, dans une lettre à Louis BOUR, que nous publions ci-après:

Cher ami,

Après 40 ans, il est bien difficile d'établir une chronologie rigoureuse. Je pense néanmoins que la réunion dans le bureau de Falaize, à laquelle vous faites allusion, est antérieure à la décision définitive du Général de Gaulle quant à son proche départ du pouvoir. Elle a eu lieu vraisemblablement dans les jours qui suivirent la fameuse séance du 31 décembre à l'Assemblée Constituante concernant les crédits militaires. Tout en expliquant son opposition à la réduction de ces crédits, de Gaulle avait laissé clairement entendre qu'il ne resterait plus longtemps à la tête du gouvernement. Il avait déclaré, en effet: «... sans doute est-ce la dernière fois que je parle dans cette enceinte...»

On comprend que le Comité Directeur du MRP se soit réuni d'urgence pour délibérer et envisager ce qu'il déciderait en cette occurrence. Celle-ci se présentait avec une extrême gravité, puisque la majorité absolue appartenait aux communistes et aux socialistes, qui exigeaient la réduction des crédits en question. Le groupe MRP, au contraire, se rangeait

du côté du Général, ainsi que l'affirme Maurice Schumann, mandaté à cet effet et dont la déclaration figure dans l'*Aube*, datée du 2 janvier 1946, et je la relève à votre intention: «... mes amis et moi-même entendons nous serrer sans restrictions et sans réserves autour du gouvernement... Dans cette bataille nouvelle qui prolonge la bataille de la Résistance, c'est encore le courage civique qui nous départagera». Reproduisant le Journal Officiel, dans son édition des débats parlementaires, le compte-rendu de l'*Aube* note: «Les députés MRP se lèvent pour ovationner leur leader».

En l'absence de Georges Bidault, en conférence à Moscou, mon beau-père était Ministre des Affaires Etrangères par intérim. A ce titre, le Général l'avait reçu le 31 décembre à midi, pour lui présenter la réponse française à ses trois Alliés, concernant l'élaboration des traités de paix. Le mercredi 2 janvier, Francisque Gay fit approuver cette réponse par de Gaulle. Compte tenu de certaines tensions connues entre Georges et le grand Charles, ce dernier se félicitait de ses rapports avec l'intérimaire, en raison de ses méthodes plus ordonnées et de son esprit de décision.

Dans l'*Aube* du samedi 5 janvier, l'éditorial portait ma signature et avait comme titre: «Derniers mots sur l'alerte du jour de l'an», et, veuillez m'excuser de me citer, je conclusais: « Nous persistons à penser que seul Charles de Gaulle peut servir d'arbitre aux partis et présider un gouvernement d'union».

Le Général de Gaulle est parti se reposer et réfléchir au Cap d'Antibes, entre le 5 et le 14 janvier 1946. Dès son retour, le 16 janvier, il est pris à partie par Edouard Herriot à propos des citations accordées à des soldats français pour des engagements contre les Américains ordonnés par l'Amiral Darlan. Du fait des reproches insensés du pontife des «rad.soc», ce fut une affreuse altercation, qui valut à ce dernier cette réplique cinglante du Général: «Je crois n'être pas suspect de complaisance envers le gouvernement de Vichy, avec lequel, M. Herriot en conviendra, je n'ai pas seulement échangé des messages,

mais même des coups de canon».

Bien que le mot ne fut pas encore à la mode, cet incident dut provoquer chez de Gaulle un sentiment de «ras-le-bol», et il dut arrêter la date précise de son départ, qu'il annonça au gouvernement, je veux dire à tous ses Ministres réunis à cet effet le dimanche 20 janvier. L'avant-veille, Bidault était parti pour Londres, où il devait prendre la parole devant les représentants des Nations Unies. L'*Aube*, portant cette date, rend compte de son discours et annonce que le Général parlera à la radio, le lundi 21 janvier, à 20 heures, ce qu'il ne fit pas à la demande, je crois, de Vincent Auriol. En revanche, Maurice Schumann fut interrogé à cette même radio, ainsi que Jacques Duclos pour le parti communiste, et Daniel Mayer pour la SFIO. C'est dans cette déclaration, qu'il y a la phrase célèbre: «... le MRP fut dès l'origine et demeure jusqu'au bout le parti de la fidélité au Premier Résistant de France». Il annonçait en même temps que le Comité Directeur du MRP se réunirait dans la matinée du mardi 22 janvier. En tournant les pages de l'*Aube* et, contrairement à ce que je pensais au début de cette trop longue lettre, c'est à cette réunion dans le bureau de Falaize que vous faites allusion, car Bidault était naturellement revenu de Londres.

D'après mes souvenirs, mon beau-père avait été informé par le Général lui-même de sa décision, le 17 ou le 18, en tout cas avant le Comité Directeur. Ainsi que je l'ai écrit à Jean Letourneau, il était impensable que de Gaulle puisse envisager que le MRP reste seul en face des socialistes et des communistes. Ces derniers n'ont d'ailleurs tenu compte du «code de bonne conduite», que le MRP avait posé comme condition pour sa participation au gouvernement.

Les propos échangés entre de Gaulle et Bidault, dans leur entrevue du 12 novembre 1948 – que j'ai rapportés – confirment bien ce point historique.

P.S.: Décidément... c'est le souvenir que vous avez gardé de la réunion dans le bureau de Falaize qui nous donne la clef

(suite à la page 5)

(suite à la page 4)

de cette histoire. Comment les dirigeants du MRP auraient-ils pu se réunir, au vu et au su de la presse, dans le bureau du Directeur de Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères, alors que celui-ci était à Moscou? Il n'en était pas de même le mardi 22 janvier.

De Gaulle se félicita du refus opposé par les Constituants Républicains Populaires, lorsqu'ils rejetèrent le premier projet de Constitution. Le différend ne se manifesta que lorsque leurs successeurs approuvèrent le second projet, sous réserve d'une révision promise dès le lendemain du référendum du 13 octobre 1946.

Louis TERRENOIRE

Cette lettre est assurément intéressante: c'est un document d'histoire. Mais elle ne contredit pas la démonstration de Louis BOUR.

Louis Terrenoire fait bien remarquer que, dans le livre qu'il a publié il y a moins de quatre ans sur le RPF, il rappelait que «cette vérité dure à entendre» avait été dite par le Général de Gaulle en personne s'adressant à Georges Bidault le 12 novembre 1948: le fait a été noté par Edmond Michelet dans les termes suivants: «Comme notre ami Georges Bidault essaie de justifier le maintien du MRP au gouvernement après le départ du Général en janvier 1946, de Gaulle lui réplique: «Je ne vous ai jamais fait un grief d'être resté. Bien plus je l'ai même demandé à certains d'entre vous, en particulier à Pierre-Henri Teitgen et à Francisque Gay».

Pierre-Henri Teitgen, consulté, confirme le fait.

On observe toutefois que:

1. — Il a fallu les remarques de notre ami Terrenoire pour qu'au bout de 35 ans les faits soient mieux connus.
2. — A l'époque le MRP a bien été vilipendé et considéré comme reniant le Général de Gaulle. Il aurait été facile à ce moment de rétablir la vérité.
3. — Quand le Comité Directeur du MRP s'est réuni, en hâte, au quai d'Orsay, personne n'a fait mention de ce désir du Général de Gaulle que le MRP reste au gouvernement. Et pourtant il fallait se décider vite.
4. — Si le Comité Directeur avait opté pour la position de retrait, il aurait été trop tard ensuite pour revenir au gouvernement. Les communistes tenaient trop au départ du MRP. N'est-ce pas Thorez, qui, quelques instants après le départ du Général de Gaulle de la salle de réunion du Conseil, s'est tourné vers Pierre-Henri

CHARLES BARANGÉ

Louis BOUR

Notre ami, Charles Barangé, nous a quittés.

J'ai eu le bonheur de bien le connaître. D'abord avant guerre, il y a plus de 50 ans: il était à l'époque membre du P.D.P., et président de sa Fédération de Maine et Loire: Je me souviens encore d'une tournée de propagande des Jeunesses Démocrates Populaires en Anjou, organisée sous son égide.

Puis je l'ai retrouvé sur les bancs du Palais Bourbon. Il venait d'être élu tête de la liste du MRP en Maine et Loire, avec trois de ses colistiers: quatre élus sur sept sièges que comptait ce département!

Enfin ces dernières années nous siégeons l'un à côté de l'autre au Conseil d'Administration du Courrier de l'Ouest, le quotidien d'ANGERS, dont, à la Libération, il avait été l'un des fondateurs avec Emilien AMAURY.

C'est un ami très cher et très fidèle que nous perdons, un militant et un chrétien.

Très jeune il était entré dans l'Administration des Finances. Syndicaliste, il s'était inscrit à la C.G.T. (c'était celle de JOUHAUX), et devint secrétaire général du Syndicat National du Trésor Public.

Son action militante dans la Résistance, son passé syndicaliste et politique firent de lui le Député MRP que l'on sait. Rapporteur Général du Budget à l'Assemblée Nationale, tout au long de son mandat, il avait été pressenti pour être Ministre; mais sa modestie naturelle lui fit refuser les honneurs de cette charge. Il préféra continuer à servir dans le rang parlementaire, ce qui lui permit d'être l'un des instigateurs de la première loi d'aide à l'enseignement privé, cette loi qui porte son nom, la loi Barangé, et assure ainsi la pérennité de son souvenir.

Toujours ouvert aux autres, affable, ferme sur ses positions, ne transigeant

Teitgen pour lui dire: «Naturellement vous le suivez». C'était presque un ordre! — En résumé la «vérité dure à entendre», que soulignait Louis Bour, c'était le fait que par son maintien au Gouvernement en 1946 — que le Général de Gaulle ait ou non donné son assentiment — «le M.R.P. avait bien mérité de la Nation». Et cela, en effet, n'a été dit par personne, bien au contraire.

pas avec ses convictions, mais sachant écouter et comprendre les autres, il était par excellence l'homme de la conciliation: une médiation qui lui fut confiée, lors d'un conflit aux Etablissements BESSONNEAU — la plus importante entreprise d'ANGERS à l'époque — consacra sa réputation et est encore présente dans la mémoire des Angevins.

Chrétien fervent et convaincu il savait faire passer dans ses actes les principes de l'Evangile: toute sa vie fut illuminée par sa foi et fut un exemple permanent pour les siens, pour ses amis, pour ses concitoyens.

Alors qu'il venait de prendre sa retraite de parlementaire et après avoir été un des plus actifs artisans de l'organisation régionale en Anjou et dans les «Pays de la Loire» — car son autorité débordait les limites de son département — il s'en fut confier à son Evêque, Mgr. CHAPPOULIE, son intention de prendre un repos bien mérité. Et ce dernier de lui répondre: «Mais non, mon ami, continuez jusqu'au bout, ce n'est pas en faisant de la roue libre que vous entrerez au Paradis.»

Il n'eut pas de peine, malgré bien des soucis familiaux, à suivre cette invitation, et jusqu'au bout il fut sur la brèche, avec le souci constant de servir «les autres», souci toujours illuminé par l'Evangile de sa jeunesse. Il avait 87 ans.

Pierre MORAND - MONTEIL

Pierre MORAND-MONTEIL n'est plus; il a été rappelé à Dieu le 12 février dernier à l'âge de 92 ans.

Brillant avocat à BERGERAC, il avait adhéré tout jeune au P.D.P. à peine né.

C'est en portant les couleurs du P.D.P. lors d'une élection législative partielle vers 1935, qu'il devint le héros du «coup de Bergerac.»

Plutôt que de laisser élire un radical, affairiste notoire, il préféra se retirer en faveur du socialiste. Cela fit beaucoup de bruit à l'époque.

C'est à ce moment que Robert CORNILLEAU écrivait «Pourquoi Pas?»: pourquoi pas s'allier, s'il le faut, aux socialistes, pour des objectifs précis.

L.B.

Une association d'anciens s'amenuise année après année.

Voici 5 ans notre ami Charles Lefauconnier nous a quittés après une longue et pénible maladie.

Il fut toujours fidèle à sa Normandie et fut conseiller municipal pendant 18 ans et maire pendant 12 ans de Ouistreham-Riva Bella, son pays natal. Une place ou avenue doit lui être dédiée prochainement.

Fils de petit fonctionnaire, il fut apprenti dans le bâtiment et après s'être perfectionné à Paris il fonda une entreprise à Ouistreham en 1924. Son frère et moi-même vinmes le seconder quelques années plus tard et notre fraternelle collaboration dura près d'un demi-siècle.

Il était démocrate et fervent chrétien, convaincu de la dignité de l'homme. Ensembles nous militions au P.D.P.

En 1939, il réussit à maintenir son entreprise, qui se développa beaucoup après la guerre quand il fallut reconstruire Caen et bien d'autres villes et villages. Elle employait alors 120 personnes.

Il fut un des premiers à mettre en route le M.R.P. dans le Calvados, où il eut grand succès, obtenant 3 élus, dont Jean-Marie Louvel, qui fut député, maire de Caen et ministre de l'industrie.

Charles Lefauconnier était membre de la Commission exécutive nationale du M.R.P. Au plan social il fonda une caisse de solidarité, qui donna beaucoup d'avantages à ses membres.

A tous ses amis, il donna le plus bel exemple d'un démocrate chrétien authentique.

René LEMAIGRE
Ouistreham

«DISCIPLINE REPUBLICAINE»

Formule perverse visant à faire voter ensemble et se désister les uns pour les autres des partisans authentiques de la République et de la liberté et des ennemis de cette même liberté, partisans de la dictature la plus féroce de notre temps, celle de l'Union Soviétique.

Elle doit être dénoncée et combattue avec vigueur par tous ceux qui se réclament de notre message.

PALESTINE HALTE

L'article ci-dessous, écrit par Jean Coville en août 1982, devait paraître dans le No de septembre suivant du «MRP vous parle.» Mais à ce moment éclatèrent les événements de Sabra et de Chatila, qui incitèrent le Bureau de l'Amicale à différer cette publication. Depuis lors on sait que les massacres perpétrés dans ces deux villages n'avaient pas été commis par les Israéliens, mais par des chrétiens, en représailles de massacres antérieurs commis par des musulmans. Ces tueries se poursuivent actuellement au Liban, non seulement entre chrétiens et musulmans, mais même entre musulmans de sectes différentes.

Elles ne modifient en aucune façon le problème politique exposé dans cet article, ni la direction à suivre pour le résoudre.

Il n'est pas inutile de le souligner au moment où les Israéliens évacuent le Liban.

Cet article a paru sous un autre titre dans «l'Avenir Français», bulletin de la Démocratie chrétienne française.

Une affaire chasse l'autre: Après les Malouines, la Palestine. Les deux conflits ne sont pas sans analogies.

D'abord le flot d'injures et d'allégations mensongères sur Israël depuis le début de son offensive au Liban a été au moins égal à celui déversé sur l'Angleterre quelques semaines auparavant. Ensuite la volonté sans défaillance et le courage de Ménaïem Begin ont été aussi grands que ceux de Margaret Thatcher.

Je voudrais mettre à nu les mensonges utilisés contre Israël, qui, hélas, ne sont pas sans effet dans l'opinion occidentale.

J'ai franchi le canal de Suez pour la première fois en 1927, il y a 55 ans. Quelques années auparavant, à l'issue de la première guerre mondiale, la Turquie vaincue aux côtés de l'Allemagne avait été réduite à ses dimensions actuelles et l'empire sur lequel elle régnait sans douceur depuis plusieurs siècles avait été disloqué. Le Moyen Orient se trouva placé sous une sorte de Protectorat franco-anglais, attribué par la S.D.N., ancêtre de l'O.N.U., en vue de conduire les peuples qui l'habitaient à s'administrer eux-mêmes. A la France étaient confiés la Syrie et le Liban, à l'Angleterre

les autres territoires. Mais les découpages actuels n'existaient pas, car l'Empire Ottoman ne les comportait pas. Cette remarque est importante, car une propagande mensongère affecte de l'ignorer.

La Palestine s'étendait à l'époque depuis la Méditerranée jusqu'au territoire actuel de l'Irak, alors appelé Mésopotamie.

Ce sont les Anglais qui séparèrent en deux la Palestine et confièrent à un de leurs protégés la partie située à l'Est du Jourdain et pour cette raison appelée Transjordanie, les Anglais gardant l'administration de la partie située à l'Ouest du Jourdain et pour cette raison appelée Cisjordanie. C'est en Cisjordanie que fut établi le Foyer National Juif, dont la création avait été proposée pendant la première guerre mondiale par le Ministre des Affaires Etrangères Britannique Lord Balfour. Cette création fut entérinée par les traités qui conclurent cette guerre et cette situation se maintint jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale.

C'est en 1947 que l'O.N.U. décida la transformation du Foyer National Juif en Etat indépendant, au même emplacement, c'est-à-dire en Cisjordanie.

L'objectif était la coexistence pacifique des deux Palestines: la Palestine Juive c'est-à-dire ISRAËL et la Palestine Arabe, c'est-à-dire: la TRANSJORDANIE.

Mais depuis 1920, le Monde Arabe avait profondément changé. Possédant l'atout majeur du pétrole, il avait pris conscience de sa puissance. Il refusa avec violence la décision de l'O.N.U. et se jeta avec toutes ses forces sur le nouvel Etat pour le détruire. Dans un livre superbe, paru sous le titre «O, JERUSALEM», Dominique Lapière et Larry Collins ont raconté la lutte héroïque menée par les Israéliens contre leurs adversaires bien supérieurs en nombre et en armement et leur victoire finale. C'est une des plus belles pages de l'histoire du 20ème siècle.

Toutefois les Israéliens n'avaient pas pu libérer entièrement la Cisjordanie, partiellement occupée par la Transjordanie (qui entretemps avait pris le nom de «JORDANIE», pour bien marquer sa volonté d'expansion sur les deux rives du Jourdain). La ligne de cessez le feu forma donc la frontière des deux Etats pendant

AU MENSONGE !

Jean COVILLE

19 ans, de 1948 à 1967, c'est-à-dire jusqu'à la guerre des «six jours.»

On se souvient du nouvel exploit alors accompli par l'Armée Israélienne. Le Monde Arabe avait pourtant dit qu'il pouvait cette fois en finir avec Israël! Violant le traité qu'il avait signé en 1956 pour obtenir le départ des troupes anglaises et françaises qui occupaient le Canal de Suez, Nasser avait chassé les «casques bleus» du Sinaï, y avait fait entrer une puissante armée blindée, avait fermé le Canal de Suez et le détroit de Tiran aux navires israéliens et avait coulé l'un d'entre eux qui essayait de le franchir pour parvenir au port israélien d'Akaba.

Israël ne pouvait évidemment pas se laisser asphyxier. Sa riposte fut terrible: à l'aube du 6 juin 1967, l'aviation israélienne attaqua l'aviation égyptienne sur l'aérodrome du Caire et la détruisit presque tout entière, puis elle se retourna contre les chars égyptiens dans le Sinaï et leurs fit subir le même sort. Si bien que l'armée syrienne et l'armée jordanienne, qui avaient envahi le territoire d'Israël et pensaient avoir le champ libre pendant que l'armée israélienne serait «occupée» à combattre les Egyptiens, eurent aussitôt affaire à l'armée d'Israël tant le défaire des Egyptiens avait été rapide. Elles furent vaincues à leur tour et les Israéliens s'emparèrent de la totalité de la Cisjordanie et du plateau du Golan, d'où les Syriens bombardaient les villages israéliens situés dans la vallée du Jourdain.

Il est clair que si la Jordanie et la Syrie étaient restées tranquilles, n'avaient pas attaqué Israël et avaient laissé Nasser recevoir seul la leçon qu'il méritait, ces deux pays seraient encore présents aujourd'hui dans les territoires de Cisjordanie et du Golan dont ils ont été dépossédés. Mais, une fois encore, la haine des dirigeants arabes contre Israël avait été la plus forte: elle n'a jamais cessé.

Il importe de souligner que dans la lutte féroce qui les oppose à Israël, les pays arabes, comme l'Union Soviétique, utilisent toutes les armes — y compris les armes psychologiques. Une des plus subtiles et des plus efficaces à l'égard des Occidentaux est celle qu'on pourrait appeler «la pitié sélective et orientée.» Et à cet égard une nouvelle comparaison

entre l'affaire des Malouines et celle de la Palestine s'impose.

Nos lecteurs ont certainement remarqué, au moment de l'affaire des Malouines, l'intense propagande dirigée contre l'Angleterre, qui n'avait pas hésité à faire mourir plusieurs centaines de jeunes anglais et de jeunes argentins dans les eaux glacées des Malouines. Chose curieuse, on en accusait les Anglais, qui défendaient un territoire qui leur appartient depuis quatre siècles, mais pas les Argentins qui avaient voulu le leur prendre par la force. Mais ce qui était beaucoup plus intéressant pour la propagande antioccidentale, c'est qu'en mettant en pleine lumière ces centaines de morts, à coup sûr très regrettables, on faisait oublier les milliers d'autres qui se produisent sans cesse dans les eaux, il est vrai non glacées, du Golfe de Thaïlande et qui affectent ceux qui fuient le «paradis socialiste» d'Indochine: Milliers de morts qui s'ajoutent aux millions massacrés sur place, notamment au Cambodge. Et les chiffres concernant l'Afghanistan, notamment du fait du napalm déversé par l'aviation soviétique, ne sont pas moindres. Mais ces énormes pertes humaines ne comptent pas pour ceux qui dénoncent les «crimes» de l'Angleterre.

— Le même phénomène s'est produit à propos des événements du Liban. L'armée israélienne reconnaît la perte de 300 de ses soldats et il est certain qu'il y a eu aussi trop de victimes parmi les Palestiniens et dans la population libanaise. Mais ces morts, qui n'émeuvent pas du tout les responsables de la propagande arabe, ont pour eux un immense avantage: ils émeuvent certaines consciences occidentales et nuisent à Israël. De plus, ils font oublier les milliers d'innocentes victimes de la barbarie du sanglant ayatollah Khomeiny, les dizaines de milliers de victimes des Syriens au Liban, notamment parmi les Chrétiens, les dizaines de milliers d'autres résultant des terribles luttes qui opposent chiïtes et sunnites en Syrie, les victimes encore plus nombreuses provoquées par la guerre entre l'Irak et l'Iran... Comme elles sont commodes les victimes de Beyrouth pour masquer les autres!

Mais bien plus grave est l'imposture des dirigeants Arabes quand ils tentent

de nous faire croire que les Palestiniens n'ont pas de Patrie et que leur lutte pour en obtenir une est légitime. Il résulte clairement de ce qui précède et qui est l'Histoire que les Palestiniens ont déjà une patrie: c'est la Jordanie. Quand l'OLP en réclame une seconde à l'emplacement de l'Etat d'Israël, il ne fait qu'appliquer sa Charte qui prévoit la destruction de cet Etat. C'est limpide, sauf pour ceux qui refusent de regarder la vérité en face.

Personne ne pourra jamais trouver une différence entre les habitants arabes de la rive droite du Jourdain et ceux de la rive gauche. La meilleure preuve qu'eux mêmes l'admettent aussi c'est que pendant les 19 années, de 1948 à 1967, où la Transjordanie a occupé une grande partie de la Cisjordanie, il n'a nullement été question d'y établir un Etat Palestinien distinct.

Il s'agit d'une revendication toute nouvelle, consécutive à la défaite de 1967. Les événements actuels du Liban sont un épisode tragique mais nécessaire de la lutte d'Israël pour sa survie face à un Monde Arabe qui veut le détruire. C'est cela la vérité, le reste est mensonge et imposture.

Les amis de la Paix dans le Monde, doivent s'efforcer de faire reculer la haine, pour qu'aboutisse un jour le projet initial qui présida, lors du vote de l'O.N.U., à la naissance de l'Etat d'Israël, à savoir l'union des deux Palestines: La Palestine Juive, c'est-à-dire ISRAEL et la Palestine Arabe, c'est-à-dire: la Jordanie.

Une telle solution passe par l'élimination de l'OLP, qui l'a toujours refusée. Mais les Israéliens l'acceptent toujours. Ménahe Begin l'a encore proposée récemment au roi Hussein de Jordanie, qui l'a repoussée.

L'acceptera-t-il un jour?

Beaucoup dépendra, dans l'histoire prochaine du Monde, de la réponse à cette question.

VOYAGES...

André MONTEIL
Ancien Ministre

Nous ne boudons pas notre joie : pour les vieux amis d'Israël, la journée du 5 décembre fut particulièrement exaltante. Pour la première fois depuis vingt-trois ans, depuis ce voyage de Ben Gourion à l'occasion duquel le général de Gaulle avait salué Israël «notre ami et notre allié», un Premier Ministre d'Israël était reçu chez nous, en visite officielle. Et ce premier ministre qui débarquait à Orly sous un ciel d'azur étincelant, au milieu d'une floraison de drapeaux français et israéliens mêlés, c'était Shimon Peres, l'homme d'Etat qui, en dépit de toutes les vicissitudes de la politique, a toujours manifesté pour la France une amitié confinant à la passion. La cordialité des retrouvailles ne s'est jamais démentie tout au long de sa visite. Je suis persuadé que Shimon Peres et, à travers lui, tout le peuple d'Israël ont senti que les rapports entre nos deux pays se situaient bien au-delà des relations diplomatiques traditionnelles et comportaient une grande charge d'affectivité et d'élan irrationnel.

Sur bien des points, le voyage aura été positif : l'affirmation renouvelée de l'amitié, un effort certain de compréhension réciproque, le développement de la coopération économique, technologique et culturelle. De cela, il faut se réjouir sans réserve.

En revanche, on ne peut pas dire qu'il y ait eu novation sur le plan politique, sinon le fait — en soi important — que, par la chaleur et le faste de l'accueil fait à Shimon Peres, la France a marqué nettement, aux yeux des gouvernements arabes, qu'elle n'entend pas sacrifier Israël au développement de bonnes relations avec eux. Mais que peut-on attendre de ce voyage pour la solution des questions de fond ?

*
* *

Le premier problème, localisé mais immédiat, s'est le Liban où le terrorisme chiite a succédé à celui de l'O.L.P. Israël est très désireux d'un désengagement, mais pas au prix de sa sécurité sur sa frontière nord. C'est pourquoi, dans la perspective du voyage de M. Mitterrand à Damas, Shimon Peres avait

écrit au Président pour préciser la position d'Israël et les limites des concessions possibles. En quelque sorte, il attendait de M. Mitterrand une mission d'intermédiaire, sinon de commissionnaire. Personnellement, je pense que ce rôle aurait pu être assumé à un échelon moins élevé. Il y a pour cela des diplomates de profession ou des ministres. D'autant que le contentieux entre la France et la Syrie est lourd : les services secrets syriens ont exécuté ou, à tout le moins, téléguidé l'assassinat de l'ambassadeur Delamarre, l'attentat de la rue Marbeuf, l'opération de Drakkar à Beyrouth contre les paras français.

Le chef de l'Etat a dû se sentir mal à l'aise à Damas. Espérons du moins qu'il aura pu, grâce à des contacts directs, cerner les traits de la personnalité de son interlocuteur : un personnage froid, cruel, sans scrupules dans sa volonté de domination. M. Mitterrand a eu l'occasion d'éprouver la morgue du Syrien et même sa condescendance, ne serait-ce que dans la référence restrictive aux relations et aux intérêts particuliers de la France au Liban. Le chef de l'Etat est trop intelligent et trop habile pour imaginer un instant qu'en diplomatie on puisse séduire son interlocuteur avec des mots. Avec Hafez el Assad ne comptent que les rapports de force. A ses yeux, la France ne pèse que si elle représente un élément de force ou, a contrario, si, poussant Israël à des compromis risqués, elle introduisait un élément de faiblesse dans la résistance à l'hégémonie syrienne.

La question est posée : la France peut-elle contribuer à un compromis au Sud-Liban, alors même que les efforts américains se relèvent inefficaces ? L'avenir nous le dira. Hafez el Assad est un réaliste, voire même un cynique. De même qu'en 1974, après la guerre de Kippour, il a pris en compte la puissance d'Israël et adhéré, par États-Unis interposés, à l'accord de désengagement sur le Golan, peut-être, après tout, trouvera-t-il profitable de parvenir à un accord similaire sur le Liban : statu quo dans son occupation militaire, garanties informelles mais assurées à Israël sur la frontière nord, renforcement de la force d'interposition de la FINUL, présence maintenue des milices chrétiennes du général Haddad au Sud-Liban.

Mais, dans ce cas, Hafez el Assad se déterminera en fonction de ses intérêts du moment et non de la dialectique du Président français, pour subtile qu'elle soit.

*
* *

Reste le problème plus général de la paix ou, du moins, de l'apaisement au Moyen-Orient. De ce point de vue, l'échange des discours entre le Premier Ministre d'Israël et M. Laurent Fabius, lors du diner du 6 décembre, n'a pas apporté d'éléments nouveaux.

Qui ne souhaite que les Arabes palestiniens puissent un jour, incarner leur identité dans une patrie ? Qui n'appelle de ses vœux la coexistence pacifique entre Israël et ses voisins arabes ? Mais où, dans quelles limites territoriales, sous quelle forme et par quel processus réaliser ces aspirations ? Une patrie pour les Palestiniens implique-t-elle un Etat distinct de la Jordanie ou, au contraire, un Etat fédéral comprenant, sous la direction de la Jordanie, tout ou partie des territoires à l'ouest du Jourdain, actuellement administrés par Israël ?

Dans ce cas, où se trouveraient, pour Israël, les frontières minimales de sa sécurité ? Les Etats Arabes sont-ils prêts non seulement à reconnaître le droit d'Israël à l'existence (ce qui n'est pas de leur part une concession, mais l'acceptation d'un préalable), mais à signer avec lui des traités de paix et de coopération ?

L'énoncé même de ces questions montre qu'il ne suffit pas d'entonner, dans les discours officiels, des hymnes à la réconciliation, mais qu'il faut résoudre les problèmes concrets, sur le terrain et pour le long terme. En multipliant les contacts avec Farouk Kaddouni, M. Cheysson n'a pas fait avancer d'un pouce la solution des problèmes. En revanche, il a pu inquiéter Israël qui voyait traiter comme un diplomate accrédité le représentant d'une organisation terroriste.

Quant à l'unité de la nation arabe, c'est un mythe. Les Etats arabes se déchirent entre eux et ne sont d'accord sur rien sinon sur la désignation d'un bouc émissaire : Israël. Quand on sait l'antagonisme profond qui oppose la Syrie à la Jordanie,

(suite page 9)

(suite de la page 8)

la Syrie à l'Irak, quand on mesure la volonté du président syrien d'éliminer toute velléité d'autonomie de la part de l'O.L.P., fût-ce en provoquant des affrontements sanglants entre ses différentes factions, on peut à bon droit s'interroger sur l'efficacité de la politique française, une politique qui voudrait plaire à tous et à chacun, au roi Hussein et au président Assad, à la Syrie et à l'Irak, à l'O.L.P. et à Israël.

*
* *

Loin de moi l'idée de jouer les briseurs de rêves. Mais, c'est avec beaucoup de tristesse que je m'interroge sur la capacité du gouvernement à jouer, au Moyen-Orient, un rôle d'arbitre ou même simplement d'honnête courtier.

Il ne suffit pas de voyager pour être efficace ni de converser pour être entendu. On l'a bien vu, tout récemment, après la rencontre, en Crète, de François Mitterrand avec l'imprévisible, l'irresponsable colonel Kadhafi, l'animateur connu du terrorisme international, le plus fanatique et le plus constant des ennemis d'Israël.

Cette fois, il s'agissait du Tchad et les événements ont rapidement montré comment la France avait été flouée et l'accord de Chypre cyniquement violé. Les certitudes de M. Cheysson, ses affirmations péremptoires ont été démenties aussitôt que proférées. Hélas ! la crédibilité de la France en a été affectée. Comment nos adversaires et aussi nos amis pourraient-ils se fier à une diplomatie qui se révèle à ce point naïve et complaisante ?

On peut être assuré que, malgré leur joie de constater le réchauffement des relations franco-israéliennes, les dirigeants de Jérusalem ne se départiront pas de leur prudence. L'amitié n'exclut pas la clairvoyance. Ils resteront vigilants, même si la fin du séjour de Shimon Peres a coïncidé avec un autre voyage : le voyage à Bruxelles, comme membre de la Commission Européenne, de M. Claude Cheysson qui quittait le Quai d'Orsay. Il ne passait pas pour éprouver une sympathie particulière à l'égard d'Israël. C'est pourquoi, parodiant son « grand ami », Ali Abdessalem Triki, le responsable libyen des Affaires Etrangères, nous disons à l'ancien ministre : « Alors, Claude ça va ? Bon voyage ! »

(article paru dans

«France-Israël information» janvier 1985)

PARIS! OU EN ES-TU?

Emmanuel CHASLES

Plusieurs quotidiens ont consacré quelques-unes de leurs colonnes à la ville de Paris, à la suite de la parution du premier atlas de Paris, édité chez Masson.

La première réflexion qui frappe l'esprit est le contraste existant entre les quartiers, qui font de notre capitale autant de villes différentes et même de villages (bien des quartiers n'ont pas gardé le nom des anciens villages absorbés par la ville), avec leurs coutumes, leurs couleurs, leur caractère, leur aspect, leur population si variée.

La ville est-elle la même à Belleville qu'à Vaugirard, à Ménilmontant qu'à Grenelle, à la République qu'au Champ de Mars, à Passy qu'à Montmartre, à la Goutte d'or qu'à Saint-Germain des Près, à Chaillot qu'au quartier du Temple, à Maillot qu'aux Batignolles, et même à l'Île de la Cité qu'à l'Île Saint-Louis?

Des comparaisons semblables apparaissent à l'intérieur de chaque arrondissement. Cette variété est une des richesses de Paris, qui compte 2.176.000 habitants. La population a très sensiblement diminué depuis quarante ans, alors que la périphérie s'est gonflée de manière démesurée. Toutefois, avec 250 habitants à l'hectare, la densité reste deux fois plus élevée qu'à Londres par exemple (ville beaucoup plus étendue).

Cette densité est irrégulière. Élevée dans les arrondissements de l'Est, du Nord et du Sud, elle l'est beaucoup moins dans ceux de l'Ouest et du Centre.

La fécondité est inférieure à la moyenne nationale et aussi très variable suivant les quartiers: 12 enfants par mère dans ceux du Sud (rive gauche dans son ensemble) de l'Ouest et du Centre et près de 2,2 dans ceux du Nord et du Nord-Est.

Les très jeunes sont relativement peu nombreux, car les parents, à la naissance d'un enfant, quittent la capitale pour la banlieue. Il demeure encore beaucoup de jeunes adultes de 18 à 30 ans, en raison notamment des universités, facultés, écoles professionnelles, etc... dont la densité reste forte à Paris.

L'âge moyen est de 40,2 ans et 48% des foyers ne comptent qu'une personne. Toutefois, là encore, il existe de grandes différences selon les arrondissements.

Une évolution s'est produite dans la composition des habitants, leur mode de vie, leur mentalité:

— en 1982, 366.000 étrangers vivaient à Paris, soit 16% de la population.

— 400.000 actifs ont quitté la capitale depuis 1962.

— le taux de chômage varie de 4,9% à 10,9% suivant les arrondissements.

— la pratique religieuse, en baisse, est très variable suivant les quartiers; on pourrait dire selon les clochers: de 2 à 26%. Le nombre des mariages religieux a diminué de 40% et celui des baptêmes de 60% entre 1962 et 1975.

— sur le plan professionnel, on constate un recul important des ouvriers (alors qu'il augmente dans l'ensemble du territoire), recul qui n'est pas compensé par l'arrivée d'immigrés, un affaiblissement du nombre des artisans et des petits commerçants, une augmentation des cadres, surtout des cadres moyens, un essor des professions libérales, notamment dans l'Ouest.

L'implantation des résidences est le reflet de cette constatation.

Secteurs privilégiés: le Marais, l'Île Saint-Louis, une partie des 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème} et 12^{ème} arrondissements, le 16^{ème}, suivis des Buttes-Chaumont et de parties importantes des 15^{ème} et 17^{ème} et le haut de Montmartre.

Sur le plan scolaire, les bacheliers sont deux fois plus nombreux que dans le reste de la France.

Quant à la culture, elle est toujours brillante et variée: environ 150 pièces de théâtre chaque soir, les musées, les music-hall, les concerts, les ballets, les cinémas, concentrés depuis une décennie en multisalles, les expositions, etc...

Enfin, sur le plan politique, toutes ces données ont accentué la progression des partis opposés à la gauche: le RPR majoritaire, issu du Gaullisme, suivi de l'UDF à l'Ouest surtout et partiellement ailleurs. Le parti socialiste et le parti communiste, en net recul, gardent toutefois quelques bastions, affaiblis certes, mais réels à l'Est notamment.

Paris reste bien vivant, un centre lumineux de l'esprit, du charme, de l'intelligence et d'un certain bon goût.

le regard lucide d'un savant

Jean CAZENEUVE
de l'Institut

LES PIEDS DANS LE PLAT
de Louis Leprince-Ringuet
Flammarion.

Ce livre est aussi percutant que *Le Grand Merdier* et *La Potion magique*. L'auteur s'adresse là au grand public avec la même aisance et la même autorité que lorsqu'il traite des sciences physiques, des rayons cosmiques, des mésons dans d'autres ouvrages, ou lorsqu'il parlait du haut d'une chaire à l'École polytechnique et au Collège de France.

N'étant lié à aucun parti, à aucune coterie, aimant pardessus tout la vérité, il sait la chercher et la dire en se faisant comprendre du public auquel il s'adresse.

Dans ce nouvel ouvrage, il porte sur l'état actuel de la France, sur nos moeurs, nos chances et nos faiblesses un diagnostic sans complaisance mais sans pessimisme systématique et il s'efforce de montrer les chemins qu'on pourrait prendre pour que notre pays tire le meilleur parti des possibilités offertes.

Car la France est au nombre des pays privilégiés et une comparaison avec ceux du tiers monde le démontre avec éclat. Mais n'est-elle pas en train de prendre un « coup de vieux » ? Contrairement à ce qui se passait dans les siècles précédents, nous ne sommes plus tentés par la grande aventure. Le corporatisme fait triompher les égoïsmes, la publicité entraîne les gaspillages. Ceux qui bénéficient de la garantie de l'emploi ne se soucient guère de leurs compatriotes menacés par les licenciements et les préretraites. Ils profitent éventuellement d'une position de force pour gêner les autres par des grèves intempestives. On pourrait pallier l'inégalité entre les diverses régions par le développement de certains artisanats qui répondraient à des besoins évidents. Mais la question principale est de savoir si nous sommes capables d'adaptation, car de nombreux exemples tels que celui du paratonnerre et du télégraphe révéleraient plutôt une résistance particulière aux innovations.

Pour sortir de la crise, ou pour en atténuer les effets, qui d'ailleurs ne nous empêchent pas, dans l'ensemble, de bien

vivre, il faudrait notamment accepter la flexibilité de l'emploi, ouvrir les accès au temps partiel. Mais les syndicats s'y opposent et c'est finalement le travail au noir qui atténue les rigidités désastreuses. Les mises à la retraite anticipées sont une solution qui frappe très durement des gens très actifs. On éviterait bien des drames si l'on instituait, dans certains cas, une diminution progressive du temps de travail rémunéré.

Louis Leprince-Ringuet n'évade aucun des problèmes les plus brûlants. Il souhaite une bonne insertion des immigrés dans la société française mais reconnaît que les populations de culture islamique ne s'adaptent pas facilement à la nôtre et se comportent comme un corps étranger.

Le conflit des générations, qu'il ne faut pas exagérer mais qui pourtant s'aggrave, ne sera pas résolu par les conseils des «Psy» en tous genres ni surtout par ceux qui veulent expliquer tous les comportements sans se référer aux notions de bien et de mal. La morale, qui elle-même ne peut avoir qu'un fondement transcendant, ne peut pas être remplacée par la simple observation des moeurs. Quant à l'éducation, elle ne doit pas perdre de vue quelques objectifs essentiels tels que l'équilibre, l'imagination créative, la rigueur de l'esprit, le sens du réel et l'esprit convivial. Critiquant le mythe de l'égalité absolue, l'auteur prône l'égalité des chances qui permet de répondre à un indiscutable besoin d'élites.

Dans la formation de l'esprit public, la télévision joue maintenant un grand rôle. Louis Leprince-Ringuet connaît bien et aime bien cet instrument de diffusion. Mais il reproche aux programmes actuels de trop céder à l'esprit de dérision et de pratiquer la désinformation. Il en cite quelques bons exemples, en rappelant comment on a trompé le public sur la situation au Liban et avec quelle mauvaise foi on a comparé l'affaire de la Grenade à celle de l'Afghanistan.

En ce qui concerne la situation internationale, il met sans hésitation les pieds dans le plat, affirmant que «le danger d'une guerre mondiale vient de l'U.R.S.S.». Il fonde de grands espoirs sur l'unité de l'Europe pour laquelle il milite activement, à la tête du «Mouvement européen».

en».

Prenant parti avec vigueur et modération, Louis Leprince-Ringuet apporte une documentation précise et une sage réflexion sur les questions les plus préoccupantes. Ne se perdant jamais dans les abstractions, mais présentant toujours des exemples familiers, frappants, il sait faire coïncider le bon sens avec la perspicacité. Ce livre, qui se lit d'un trait et suscite une longue méditation, dissipera bien des équivoques.

LE FIGARO 9 février 1985

René Rémond: Prix Montaigne 1984

Le Professeur René. REMOND, de l'Université de Paris X Nanterre et président de la Fondation Nationale des sciences politiques, a reçu le prix Montaigne 1984. Au cours d'une cérémonie officielle à la Fondation nationale des sciences politiques, à Paris, en présence du Dr Alfred Toepfer, président de la Fondation F.V.S. et du Pr Antonio Tovar, président du jury européen du prix Montaigne, le président de la Eberhard-Karis-Universität de Tübingen, a remis son prix au lauréat. C'est le Pr. Raymond Poidevin, de l'Université de Strasbourg III, qui a prononcé l'éloge du Pr. René Rémond.

Le prix Montaigne récompense chaque année les travaux d'une personnalité ayant oeuvré en faveur de la culture européenne des pays de langue romane.

Une victoire de la sauvegarde de Paris

Un parc de stationnement exemplaire : il vient d'être inauguré rue Gay-Lussac par Jean Tiberi, député, maire du V^e arrondissement de Paris. Avant de le réaliser, les archéologues ont pu mener à bien toutes leurs enquêtes.

par YVAN CHRIST

Non loin du forum qui s'étendait sous l'actuelle rue Soufflot, et qui a été, lui aussi, étudié avec soin, Michel Fleury, vice-président et secrétaire général de la commission municipale du Vieux Paris, a eu toute licence de fouiller ce faubourg de Lutèce où, en 1859, était tracée la rue Gay-Lussac. Ces fouilles, longuement préparées, ont été dues à l'intime collaboration entre ladite commission, la direction de la voirie de la Ville de Paris et la S.A.E.M.E.S., société concessionnaire du parc de stationnement.

Le préfet Maurice Doublet, président de cette société a joué, en la circonstance, un rôle déterminant.

Une surface de six cents mètres carrés a été systématiquement interrogée entre décembre 1983 et avril 1984. Qui plus est, durant les travaux de construction du parc inhumé, les archéologues ont exercé une surveillance constante afin d'éviter tout saccage. Depuis le XVI^e siècle, on savait qu'il s'agissait d'un faubourg romanisé, ce qu'avaient confirmé les savants du siècle dernier et, dès 1974, la commission du Vieux Paris.

Ainsi, ont pu être découvertes non seulement les traces de deux voies romaines, mais des substructions d'édifices divers qui comportaient de luxueux décors muraux, et celles de modestes maisons de type indigène. Nombre de céramiques courantes — certaines d'entre elles proviennent du sud de la Gaule —

ont été également retrouvées.

Voilà un faubourg du Paris antique qui a prospéré du milieu du 1^{er} siècle de notre ère jusqu'au début du III^e siècle. L'essentiel en a été préservé et conservé.

Face à la civilisation industrielle, aveugle par destination, le vandalisme est parfois vaincu. C'est une brillante victoire de la sauvegarde.

(publié dans le Figaro)

et Marc ?

Je suis amateur de télévision, comme beaucoup.

Sauf une citation du Sillon par F. Mitterrand, je n'ai jamais vu un quelconque rappel de Marc Sangnier et de son action.

Allons-nous le laisser oublier ?

Cette année 1985 est celle de la jeunesse. Une occasion de rappeler celui qui a introduit en France les Auberges de la jeunesse. Que tous ceux de notre esprit interviennent là où ils peuvent et notamment auprès des chaînes françaises, des chaînes périphériques et, bientôt, des stations de télévision libres.

André DELAPIERRE

Fernand BOUXOM

«DES FAUBOURGS DE
LILLE AU
PALAIS BOURBON»

Une deuxième édition du livre de notre ami Fernand BOUXOM sort actuellement de l'imprimerie.

Lors de sa parution, notre président Jean LETOURNEAU écrivit à l'auteur: «Bravo pour les souvenirs, dont je viens d'achever la lecture. Que d'événements nous avons vécus en commun, du départ de la J.O.C. jusqu'à l'Assemblée Nationale, au cours d'une vie aussi pleine, pour toi comme pour moi, d'événements imprévus. Tu racontes tout cela avec beaucoup d'émotion et tous tes amis t'en remercient.»

Ce livre nourri d'anecdotes, souvent drôles, parfois émouvantes, restitue et éclaire une époque. Il nous révèle la vie ouvrière d'entre les deux guerres, nous fait revivre l'épopée de la J.O.C., ses origines et ses premiers combats. Il nous replonge dans les temps de l'occupation et décrit quelques péripéties de la 4^{ème} République, pendant laquelle Fernand BOUXOM fut député et vice-président de l'Assemblée Nationale.

L'auteur nous fait également participer à la formation des ASSEDIC, dont il fut pendant 10 ans l'un des directeurs.

Les lecteurs de notre bulletin recevront le livre de Fernand BOUXOM dédicacé, s'ils le désirent.

S'adresser aux Editions E.T.C., 49 rue du Faubourg Poissonnière, 75009 PARIS.

● IMMIGRES

On peut à la fois faire volontiers bon accueil aux réfugiés, notamment aux malheureux «boat people», qui fuient un régime barbare et craindre l'arrivée de trop nombreux étrangers.

La France reste un pays de mesure et de bon sens.

C'est d'ailleurs le bon sens populaire qui déclare que «charité bien ordonnée commence par soi-même», ce qui n'exclut aucunement la justice pour les autres.

10ème anniversaire

Les deux dates du 17 et du 30 avril 1975 doivent être rappelées dans ce bulletin. Elles sont particulièrement détestables car elles sont celles de la mainmise du communisme et de son régime inhumain sur la totalité de la péninsule indochinoise.

Le 17 avril 1975, les communistes cambodgiens, ou «Khmers rouges», entraient à Phnom Penh et accomplissaient un des plus grands carnages de l'histoire de l'humanité : environ 2 millions de personnes — hommes, femmes et enfants — ont été massacrés. Un film récent et terrible, «la déchirure», a reconstitué partiellement le cauchemar vécu par la population cambodgienne.

Le 30 avril 1975, les communistes vietnamiens sont entrés à Saïgon et ont détruit le régime établi au Vietnam du Sud, qu'ils s'étaient engagés à respecter. Mais quand a-t-on jamais vu des communistes respecter des traités qui leur imposent des limites et des contraintes ? Les exemples de Yalta et d'Helsinki ne sont pas différents de ce qui s'est passé dans la péninsule indochinoise, maintenant réunifiée sous la poigne de fer des communistes vietnamiens et de leurs maîtres de Moscou.

Le Vietnam est asservi par des Vietnamiens dévoyés, adeptes d'une doctrine inhumaine, tout à fait contraire à la tradition de ce peuple.

Le Cambodge et le Laos sont asservis, non seulement par des communistes cambodgiens et laotiens, mais par une armée d'occupation vietnamienne, qui y impose sa loi.

L'exode se poursuit, par terre et par mer, tant au Vietnam qu'au Cambodge et au Laos, de tous ceux qui ne peuvent supporter un tel régime. Et la résistance armée se poursuit également, notamment à la frontière du Cambodge et de la Thaïlande.

Le 17 avril dernier se tenait à la mairie du 16e arrondissement de Paris, sous l'égide de l'association «Cambodge libre», une conférence sur la situation dans ce pays et sur la lutte courageuse menée par les partisans cambodgiens contre l'armée communiste vietnamienne.

Cette association est présidée par notre ami Georges Mesmin, député maire du 16e arrondissement et membre de notre amicale. Une autre association «Les amis de l'Afghanistan» est également présidée par un membre de notre amicale, Jean-Marie Daillet, député de la Manche.

Nous félicitons ces deux amis. Il est bien que ce soient des hommes de notre tradition qui dirigent des actions de cette sorte en faveur des victimes de l'oppression communiste.

Mais il serait mieux que ce soit l'Occident tout entier qui se mobilise pour porter appui à ceux qui luttent pour leur liberté.

Jean COVILLE

CAMBODGE LIBRE

association pour le soutien du Front National de libération du peuple Khmer
siège social : 8, rue Verderet 75016 Paris
Président : Georges MESMIN

LES AMIS DE L'AFGHANISTAN

siège social : Assemblée Nationale
101, rue de l'Université
75355 PARIS SP CEDEX 07
Président : Jean-Marie DAILLET

Aidez la cause de ces peuples opprimés
en adhérant à ces associations.

ALLONS - NOUS NOUS REVEILLER ?

Nous avons d'abord abandonné à Monsieur Nehru les habitants de Pondichéry et des autres villes de l'Inde, qui voulaient rester français. Puis nous avons failli réitérer ce mauvais coup avec les habitants de l'île Mayotte, dans l'archipel des Comores. Maintenant nous nous apprêtons à le faire en Nouvelle Calédonie, avant de poursuivre en Polynésie, à la Martinique, à la Guadeloupe, en Guyane etc...

Quand cesserons nous d'avoir honte de nous mêmes ?

Les Russes ont-ils honte d'être en Sibérie, en Mongolie, au Turkestan, en Afghanistan, en Ethiopie, en Angola, à Cuba, dans les pays Baltes, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie etc... ? On ne s'en aperçoit pas.

Allons nous nous réveiller ? Il reste un espoir. Même notre gouvernement

actuel, dont chacun connaît les sympathies pour ceux qui veulent rompre les liens avec la France, n'a pas osé annuler le scrutin d'auto-détermination prévu en Nouvelle Calédonie. Ainsi les habitants de ce territoire, plus heureux que les Polonais et autres habitants des pays subjugués par les Russes, vont-ils pouvoir choisir leur destin.

Ainsi les droits de l'homme sont-ils maintenus dans ce territoire, du moins en théorie et à condition de pouvoir s'exercer. Les mois qui viennent nous informeront sur ce dernier point.

Soyons assurés que les Calédoniens favorables à la France se battront pour qu'il en soit ainsi et que leur liberté soit assurée.

Mr Dick Ukeiwé, président du gouvernement territorial, dont nous avons publié dans notre dernier numéro le beau

discours devant le Sénat, vient de l'exprimer avec vigueur, en s'indignant des objectifs du gouvernement français: «on veut nous persuader d'abandonner «l'enfer colonialiste» des écoles, des dispensaires, des stades, des hôpitaux, pour le «paradis» révolutionnaire marxiste illustré par les groupes meurtriers, lanceurs de pierres, incendiaires de maisons, saccageurs d'écoles, bourreaux sadiques de leurs frères de race».

«Notre population multiraciale est attachée à la France. Une minorité raciste et fanatisée veut l'en arracher. Mais nous sommes des hommes et des femmes libres, déterminés à nous battre pour conserver cette liberté que la France nous a donnée.»

On ne saurait mieux dire.